

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIMIZAN

AV DE LA GARE
40200 Mimizan

Références : DREAL/2025D/7110
Code AIOT : 0100082140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIMIZAN implanté AV DE LA GARE 40200 MIMIZAN. L'inspection a été annoncée le 18/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations soumises à déclaration utilisant du chlore. Elle consiste à vérifier la conformité de ces sites à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIMIZAN
- AV DE LA GARE 40200 MIMIZAN
- Code AIOT : 0100082140
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

L'usine de traitement d'eau potable située route d'Escource sur la commune de Mimizan est exploitée par la communauté des communes de Mimizan. Ce site est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 relative au chlore, pour une quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg. Cette quantité est répartie entre un stockage de bouteilles et 2 bouteilles utilisées pour l'exploitation propre du site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Demande d'action corrective	30 jours
5	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Sans objet
4	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
6	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les bouteilles présentes sur le site soient maintenues en position verticale, afin de prévenir tout risque de chute. Il doit également mettre à disposition des services d'incendie et de secours un plan précisant la situation des stockages de bouteilles de chlore.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; - les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ; - les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ; - le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3. <p>L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site d'exploitation de Mimizan est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore pour une quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg. Le jour de l'inspection, 5 bouteilles de 49kg, 2 bouteilles de 30kg et 1 bouteille de 15kg sont présentes, soit 320 kg.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dossier de l'installation comprenant le récépissé de déclaration de juin 2017, les plans de l'installation et ceux du traitement au chlore, les éléments</p>

relatifs aux risques de l'installation (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké dans l'installation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle périodique de l'installation en date du 14 novembre 2018 (l'exploitant est ISO 14001). Ce contrôle a mis en évidence l'absence de vérification des détecteurs, constituant une non-conformité majeure. La levée de cette non-conformité majeure devait être réalisée avant le 2 juin 2019, avec la réalisation d'un contrôle complémentaire avant le 2 mars 2020. L'exploitant n'a pas pu présenter le contrôle complémentaire. Cependant, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification des détecteurs en date du 8 janvier et du 17 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
Prescription contrôlée : Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
Constats : L'armoire présente sur le site contient des bouteilles pour l'exploitation courante et des bouteilles constituant le stock en attente d'utilisation. Le jour de l'inspection, 5 bouteilles de 49kg, 2 bouteilles de 30kg et 1 bouteille de 15kg sont présentes sur le site. Les bouteilles en cours d'utilisation sont positionnées verticalement, robinet vers le haut, et maintenues attachées au mur afin de prévenir tout risque de chute. Les bouteilles constituant le stock sont positionnées verticalement, robinet vers le haut, mais n'étaient pas maintenues

attachées au mur afin de prévenir tout risque de chute.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour garantir que les bouteilles présentes sur le site soient maintenues attachées en position verticale, afin de prévenir tout risque de chute. L'exploitant transmet les justificatifs correspondants à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : La fiche de données de sécurité (FDS) du chlore est mise à disposition sur site. Une fiche récapitulative indiquant les mentions de dangers est présente à proximité de l'armoire. Les bouteilles sont correctement étiquetées avec présence des mentions de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats :

<p>L'exploitant dispose d'un état des stocks via le logiciel de supervision de la régie, qui permet d'accéder à la quantité et l'état des stocks sur l'ensemble des sites de la collectivité. La cohérence entre l'état des stocks et le chlore a été vérifiée. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan de localisation des stockages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour tenir à disposition des services d'incendie et de secours un plan général des stockages sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Systèmes de détection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'armoire contenant les bouteilles de chlore est équipée d'une détection chlore. Le capteur est placé à proximité du sol, en cohérence avec le comportement du chlore dans l'air. Un gyrophare est installé à proximité, avec la procédure à tenir en cas de fuite. L'alarme est retransmise sur les téléphones du personnel technique habilité à manipuler du chlore. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des détecteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
Prescription contrôlée : Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
Constats : Chaque bouteille utilisée pour la production est équipée de son propre chloromètre. Les chloromètres sont envoyés en maintenance chez un prestataire. L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection les bons de commandes et factures associées aux contrôles réalisés en 2024 et 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité. « La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
Constats : Les bouteilles sont stockées dans une armoire dédiée, et non pas dans un local. Les bouteilles présentes, en attente d'utilisation, étaient conformes à la réglementation applicable.
Type de suites proposées : Sans suite